Le Printemps Arabe. Quel Avenir pour la Francophonie?
Rencontres conflictuelles des générations

26e Congrès mondial du Conseil International d'Etudes francophones à Tessalonique,
12 juin 2014

Un profond renouvellement des générations

Par Yves Montenay, Docteur en démographie politique (pays arabes d'Afrique),
éditeur des « Échos du monde musulman ».

Beaucoup de commentateurs insistent sur « la cause démographique » du printemps arabe : la forte proportion de jeunes. L'objet de cette communication est de montrer que cette conclusion est hâtive, mais que l'approche démographique garde sa pertinence si l'on passe à la démographie politique, qui a pour objet les interactions entre population, économie et politique.

La démographie pure n'explique rien

La forte proportion de jeunes dans les pays arabes est un fait par rapport aux « vieux » pays, démographiquement parlant : l'Amérique du Nord, l'Europe, la Russie, la Chine et le Japon. Mais si l'on compare les pays arabes, entre eux ou avec d'autres pays du Sud, on ne retrouve pas cette explication démographique du « printemps arabe ».

Le tableau ci-dessous compare entre eux les pays arabes ayant eu un printemps remuant, et rappelle le cas de l'Iran, pays musulman voisin ayant connu peu avant une importante révolte analogue, finalement efficacement réprimée par le régime.

La « pression de 15-24 ans » est un indicateur que j'ai construit à partir de l'augmentation moyenne du nombre de jeunes autour de 2010. On voit que cette pression est très forte au Yémen, et au contraire faible au Maghreb et en Iran et même négative en Tunisie. On voit aussi que ces pays ont des fécondités (et donc des pressions démographiques globales) très variées, et notamment beaucoup plus faibles que celle d'autres pays du Sud, et enfin sont très inégalement urbanisés.

Pression des 15-24 ans		ISF	En ville
Yémen	4,50%	5,3	29%
Syrie	1,80%	3,2	54%
Égypte	1,40%	2,9	43%
Libye	0,70%	2,5	78%
Algérie	0,40%	2,3	67%
Maroc	0,20%	2,2	56%
Tunisie	-0,20%	2,1	68%
Iran	*0,10%*	*1,9*	*70%*

2010

L’ISF est le nombre d’enfants par femme ; il est plus élevé dans d’autres pays du « Sud » :
Niger : 7,6 Ouganda : 7 Angola 6 RD Congo 5,6

Sources : Plan bleu 2006, Population data sheet, révision 2010, 2011 et évaluation personnelle à partir de ces dernières.

Les indicateurs purement démographiques ne sont donc pas pertinents pour caractériser les pays où les « printemps » se sont manifestésQue ce

Par contre la démographie politique, oui

Par contre, l’interaction entre population, économie et politique, bref, ce que l'on appelle « la démographie politique » nous paraît donner des pistes plus valables.

Prenons deux exemples extrêmes, mais très fréquents.

Il y a quelques décennies (je ne suis pas plus précis, la situation ayant été très différente d’un pays à l’autre), le citoyen masculin type d'un pays vivant aujourd'hui son printemps : Tunisie, Maroc, Égypte, Syrie (et Iran, ainsi que dans une moindre mesure, Yémen) était un pauvre travailleur agricole, paysan petit propriétaire, locataire ou journalier. Il était analphabète, géographiquement isolé, ne parlait que la langue locale, n'avait aucun contact avec l'étranger ni avec l'élite cosmopolite, était souvent déjà marié et père de famille à 20 ans et a fortiori à 30. Il était donc totalement absorbé par la survie de sa famille, et sa femme encore plus que lui.

Aujourd'hui, le « jeune » se lançant la première phase, début 2011, des « printemps » vit en ville. Il a presque toujours bénéficié d’une éducation primaire en arabe standard, souvent d’une éducation secondaire et assez souvent supérieure. Outre sa langue natale, qu'il parle toujours, il lit (mais ne parle pas) l'arabe standard et souvent l'anglais ou le français. Ces trois langues lui donnent une ouverture sur le monde entier, par la télévision surtout, mais aussi de plus en plus souvent par Internet.

Ce « jeune type » est par ailleurs banlieusard, dans un quartier avec peu, voire aucun, équipement de loisir ou de rencontre, même au sens large (stade, cinéma, café convivial, centre commercial « moderne »), du moins à portée de marche puisqu’il y a peu de transports en commun. De plus, il est célibataire, chômeur et en surnombre dans le logement de ses parents. Bref son temps et son énergie sont disponibles, et il est ou se croit « au courant » du monde extérieur et donc des tares du régime politique de son pays.

Cette opposition entre ces deux « cas type extrêmes » donne une première clé : ce n'est pas tant le nombre de jeunes ou leur proportion qui compte (de toute façon, même en Tunisie et en Iran, pays peu féconds, ils sont en nombre suffisant pour lancer un mouvement), mais d'autres caractéristiques, dont leur disponibilité.

Il faudrait ensuite aller plus loin, ce que nous ne ferons pas, car nous ne sommes pas dans un congrès de démographie politique.

Bornons-nous à évoquer le travail qui reste à faire dans cette discipline, ou les voisines, de la sociologie à la géopolitique passant par l'économie. Et pourquoi pas avec le renfort de quelques « littéraires » ?

Il faudrait commencer par évoquer les principales nuances nationales et chronologiques : étapes par pays, voire par région (Le Caire et Alexandrie ne sont pas l'Égypte, Tunis et la côte nord-est de la Tunisie ne sont pas l'intérieur et le sud etc.) du taux de scolarisation primaire, secondaire et supérieur et du taux d'urbanisation (on s'apercevrait au passage des différences de définition par pays compliquant la comparaison des statistiques). Il faudrait parler des jeunes (et des moins jeunes) de l'élite, souvent formés à l'étranger. Il faudrait aussi parler des contacts extérieurs démographiquement significatifs : beaucoup de familles maghrébines sont en contact régulier avec leurs cousins établis en Occident, principalement en France, alors que beaucoup de familles égyptiennes le sont avec des cousins admiratifs des pays wahhabites où ils ont travaillé.

Il faudrait également insister sur les conséquences de l'unification linguistique du monde arabe, qui a toujours été proclamée mais ne touchait pas les masses. Les données ont changé et nous en voyons les premiers effets, notamment du fait d'Al Jézirah et de ses concurrentes. Mais nous nous ne sommes ne pas toujours conscients de la lenteur du phénomène : il faut la généralisation de l'enseignement primaire, qui a été progressive et variable selon les États, mais qui était assez générale à partir de 1980. Il faut ensuite que les nouveaux alphabétisés prennent toute leur place dans la pyramide des âges : n'oublions pas qu'il faut 20 ans pour qu'un gamin alphabétisé devienne trentenaire et 20 ans de plus pour qu'il accède –parfois- à un certain statut.

Également il faudrait affiner la notion de « ville ». Nous avons parlé des « banlieusards », mais il y a aussi les quartiers du centre-ville et les zones résidentielles ; il y a aussi les quartiers de la classe moyenne raccordés aux transports en commun. Dans ces trois espaces se trouvent les jeunes les mieux spontanément informés, et qui peuvent se rassembler rapidement : bref une avant-garde que l'on a vue lors des premiers jours des divers printemps. Une fois ce dernier lancé, les partis bien structurés et bien financés peuvent faire venir un plus grand nombre de manifestants, puis de votants, recrutés dans la masse des banlieusards, voire dans certaines petites villes ou campagnes, où les jeunes, et à a fortiori les moins jeunes, ont, comme nous l'avons vu, des caractéristiques différentes. Ces partis ont, par exemple, la capacité de mobiliser des flottes d'autobus. Vous reconnaissez les événements que vous avez suivis et je n'irai pas plus loin.

Enfin, il faut tenir compte du décalage générationnel avec les dirigeants. Peut-être n'est-ce pas un hasard si Ben Ali et Moubarak était les plus décalés, car à l'époque où ils ont acquis leur expérience politique, « les jeunes », comme nous l'avons vu, n'avait pas le profil d'aujourd'hui. Mohamed VI est plus jeune, lui, et semble avoir mieux compris. Les dirigeants saoudiens et algériens sont au contraire très âgés ; c'est probablement un handicap même si, pour l'instant, ils "tiennent" grâce à la distribution la manne pétrolière.

Le chômage n'est pas « démographique »

Il faut également s'attaquer à une autre idée reçue, celle selon laquelle l'explosion démographique serait à l'origine des problèmes, alors qu'à notre avis, ces jeunes auraient dû être une chance et non un handicap pour leur pays. Ce gâchis vient de la dictature des aînés, qui a souvent duré 30 ou 40 ans, et s'est traduit par un blocage politique, et donc économique

: fuite des investisseurs, recherche de rentes... L'emploi est souvent freiné ou repoussé vers l'informel, soupape utile, mais qui ne se prête pas à toute la gamme des activités, et qui est particulièrement victime de l'arbitraire policier comme l'a illustré l'incident initial en Tunisie. N'oublions pas que la classe moyenne s'est souvent « saignée aux quatre veines » pour offrir à ses enfants une bonne éducation dans des écoles privées et est donc particulièrement exaspérée par le blocage économique.

Un mot de technique : ce que le grand public appelle l'explosion démographique continue longtemps après la baisse de la fécondité. L'exemple de l'Algérie est particulièrement net : les naissances ont certes baissé rapidement à partir de 1986, il y a 26 ans, mais les générations précédentes étaient chaque année plus nombreuses, et il y a donc de plus en plus de parents chez les plus de 26 ans. Ce n'est donc qu'à partir de 2025 environ que la baisse de la fécondité de 1986 aura son plein effet !

La population musulmane algérienne a en gros triplé de 1872 (fin de la dernière révolte importante) à 1962, puis presque quadruplé de l'indépendance à nos jours. C'est donc une multiplication par 12 en 140 ans, et l'on comprend que les responsables s'abritent derrière ces chiffres pour expliquer leurs difficultés. Mais n'oublions pas que les États-Unis sont passés de 5 à 310 millions d'habitants en deux siècles et sont néanmoins un pays ayant un niveau honorable, et que le développement et l'enrichissement spectaculaire du Japon, puis des pays d'Asie du Sud-Est, ont eu lieu à une époque où leur croissance démographique était forte. Il n'y a donc pas « trop » de jeunes, mais, nous l'avons vu, un étranglement de l'économie qui a empêché de les employer.

Conclusion : la ville matrice des révolutions et des langues

Nous avons vu la complexité des interactions qui ont mené à la situation actuelle dans le seul domaine de la démographie politique. Pour conclure, attachons-nous au phénomène principal qui, pour nous, est l'urbanisation.

Par l'école, le travail en entreprise « moderne » et le contact réel ou virtuel avec l'étranger, la ville mène à l'arabe standard ou littéraire, mais aussi à la francophonie ou à l'anglophonie. Si on y ajoute la difficulté de se loger et le coût de l'enfant, elle mène également à la baisse de la fécondité et donc, dans le domaine qui nous intéresse, à la disponibilité. Tout cela conduit donc aussi bien à « la modernité » qu'à l'islamisme ou au salafisme, et par ailleurs à des informations réciproques entre populations arabes ; bref à des évolutions théoriquement opposées, avec un jeu d'attractions et répulsions très complexe.

Ces changements devraient toutefois avoir en commun le déblocage de l'économie, les divers courants islamistes étant en général économiquement libéraux. Donc, quelle que soit l'évolution politique, elle devrait bénéficier au secteur moderne. Or, pour revenir à la question posée par le CIEF, ce secteur moderne ancre le français dans le quotidien au Maghreb, alors que les partis actuellement au pouvoir lui font la guerre. Personnellement, je doute de leur influence sur l'évolution concrète, sauf contrainte qui ne resterait pas elle-même sans conséquences.

Yves Montenay

http://www.yvesmontenay.fr